

Initiatives ministérielles

Je viens de la Colombie-Britannique. Je voudrais vous parler brièvement de la façon dont le gouvernement fédéral se décharge de ses responsabilités et du tort que ça fait à ma province.

Tout à l'heure, le député de Brant a parlé du tort causé à sa province. Si je me souviens bien, il a attribué une partie du déficit provincial de l'Ontario, du déficit budgétaire, peut-être jusqu'à la moitié, aux réductions des paiements de transferts du gouvernement fédéral.

Je sais que dans ma propre province, comme le ministre provincial des Finances, M. Glen Clark, l'a dit, les compressions et les mesures par lesquelles le gouvernement fédéral se décharge de ses responsabilités ont coûté à la Colombie-Britannique 1,1 milliard de dollars depuis 1982. C'est l'équivalent de 67 p. 100 du déficit budgétaire estimatif de 1,7 milliard de dollars de la Colombie-Britannique.

• (1650)

Si la Colombie-Britannique a un déficit, c'est qu'elle a dû faire un nettoyage après le passage du gouvernement social-créditiste, cette coalition de libéraux et de conservateurs, qui a mal géré les finances provinciales, voire qui ne les a pas gérées du tout. Ceux qui ne vivent pas en Colombie-Britannique ne peuvent pas savoir ce qu'était le crédit social. C'était une coalition de libéraux et de conservateurs. Ils n'ont pas su gouverner, ils n'ont même pas dit la vérité aux gens sur ce qui arrivait aux finances de la province.

Maintenant que nous avons découvert le fin fond de l'histoire, nous commençons à comprendre.

Je ne peux pas parler au nom de l'Ontario, mais j'ai entendu il y a quelques instants les députés néo-démocrates de Brant et du nord de l'Ontario.

J'ai commencé à penser que l'Ontario connaissait actuellement une période extrêmement difficile à cause de l'Accord du libre-échange et des changements qui s'opèrent dans son économie. Alors, nos amis du Parti conservateur disent d'abandonner simplement les travailleurs et les gens qui ont besoin d'un peu d'aide pendant cette période difficile. Or, on ne peut pas agir ainsi, car il y aurait des émeutes dans les rues. La province ne serait pas paisible.

Je pourrais dire au député de Brant que je songeais à la situation dans un contexte plus large. Que se passait-il lorsque l'Ontario était prospère dans les années 80? Vous vous rappellerez qu'après la brève récession du début des années 80, l'Ontario a été fort prospère. Si je me souviens

bien, c'était l'époque où les libéraux de M. Peterson étaient au pouvoir.

Un gouvernement a certaines obligations à remplir. Ils n'auraient pas dû dépenser autant. . . les libéraux pratiquaient alors une mauvaise gestion en Ontario. S'ils avaient économisé un peu d'argent, il aurait été plus plausible, en période difficile, que le gouvernement dise: «Nous pouvons dépenser maintenant.»

C'est de l'économie keynésienne pure et simple. On renfloue l'entreprise en période difficile, lorsqu'il n'y a pas d'investissement du secteur privé, de façon à s'assurer que la récession n'est pas trop dure. Puis, lorsque l'économie est prospère et que les impôts rentrent, on met de l'argent de côté. Il s'agit là de la base de l'économie qui nous a sortis de la grande dépression après la Seconde Guerre mondiale.

Une voix: Elle nous a entraînés dans le marasme actuel.

M. Waddell: Le député dit qu'elle nous a entraînés dans le marasme actuel. Ce n'est pas vrai. On doit économiser pendant les bonnes périodes et dépenser pendant les mauvaises. Les libéraux ont oublié d'économiser.

Je voudrais maintenant dire comment cette situation a un effet sur ma province, la Colombie-Britannique. Je viens juste de parler des mesures par lesquelles le fédéral a refile la note aux provinces—elles sont la cause de près de 65 p. 100 du déficit prévu au budget. Ce déficit est imputable à ces mesures et c'est en partie à cause de ces dernières que nous avons ce déficit.

Non, le ministre des Finances de la Colombie-Britannique, M. Clark, n'a pas abandonné les sans-emploi ni les personnes en difficulté et je pense que son budget est bon. Les libéraux l'ont critiqué mais il n'en a pas pour autant perdu ses convictions, contrairement aux gouvernements libéraux précédents ou à la coalition libérale-conservatrice connue sous le nom de crédit social.

Quant aux modifications apportées au financement des programmes établis par les libéraux et les conservateurs, elles vont coûter 6,8 milliards de dollars à la province d'ici à la fin de 1994-1995. Ce sont de grosses sommes. Permettez-moi de faire un bref historique.

Dans le cadre du Régime d'assistance publique du Canada, le RAPC, le gouvernement doit verser aux provinces et aux territoires la moitié du coût de l'aide sociale et des services sociaux, dont les services de garde d'enfants et l'assistance publique.